

L'Afrique, jeunesse du monde, responsabilité des chrétiens d'Europe

Michel Camdessus

16 mars 2018

Sainte Marie des Batignolles

Rencontre organisée par Foi & Développement de la Paroisse Saint François de Sales
et l'équipe CCFD-Terre Solidaire du Doyenné des Batignolles

Un mot d'abord pour vous dire la joie que je ressens à vous rencontrer ce soir. Joie et grande admiration aussi, car c'est la fin de la semaine avec toutes ses fatigues, tant d'offres concurrentes et vous êtes venus pour partager une méditation de carême avec quelqu'un qui n'est ni théologien ni économiste. Ou presque !

Rendons grâce pour cette rencontre et le choix de votre sujet : s'arrêter pour de bon sur un tel sujet, c'est déjà faire un pas de conversion. Cela veut dire que vous êtes prêts à résister à la tentation de l'indifférence, de regarder ailleurs alors qu'un formidable drame se joue à quelques miles marins de nos côtes.

Je vais m'en tenir à attirer votre attention sur quelques dimensions du drame et vous allez voir que ce qui pouvait vous apparaître comme un problème - certes sérieux parmi quelques autres - est peut-être un des face-à-face où se jouera, dans les quelques décennies qui viennent, notre avenir, celui de nos enfants et en grande mesure, celui du monde.

Si vous êtes venus ce soir c'est que vous savez que devant ce drame nous ne pouvons demeurer spectateurs, que comme français et européens, nous avons là une responsabilité incontournable et que nous devons prendre part à sa solution comme acteurs, par des engagements à notre mesure ou, s'il ne nous reste plus que cela et de toutes façons, par la force la plus grande : celle de la prière.

1 - J'ai évoqué un face-à-face à la dimension de l'histoire. C'est celui que nous décrit l'instrument de réflexion sur l'avenir qui ne ment pas, la démographie. Le monde va connaître d'ici 2050 – et même au-delà – une progression démographique qui va ralentir mais continuera et confrontera durablement le continent de la jeunesse, l'Afrique, au reste d'un monde en vieillissement. La population africaine doublera en 35 ans pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050 et quadruplera d'ici 2100 – alors que l'Europe et le reste du monde verront leur

population stagner ou régresser presque partout. Le cœur du problème est dans ce face à face Afrique-Europe, Afrique-monde. L'avenir du monde s'y joue.

La moitié des pays africains verront leur population doubler d'ici 2050. Et si nous portons notre regard sur 2100, six d'entre eux (l'Angola, le Burundi, le Niger, la Somalie, la Tanzanie et la Zambie), verront la population multipliée par plus de cinq d'ici à 2100. Prenons le cas du Niger. Voilà un pays qui comptait 2,5 millions d'habitants en 1950. En 2017, sa population est de 21,5 millions d'habitants. Elle pourrait dépasser les 68 millions en 2050 et atteindre les 192 millions en 2100 ! Ces chiffres sont hallucinants ; ils sont évidemment approximatifs, mais ce sont les approximations les plus sûres. Notre disponibilité à changer radicalement notre attitude à l'égard de l'Afrique doit être à la mesure de la stupéfaction que ces chiffres nous inspirent. Il ne pourra être question de nous contenter d'augmenter de 10 % notre aumône de carême. Il nous faut nous laisser interpeler dans bien d'autres attitudes. Immédiatement, d'immenses questions viennent à l'esprit. Ceci nous appelle à une révision radicale de notre être au monde, dans la lumière de l'Esprit.

2 - L'Afrique, continent de la jeunesse du monde

Continent le plus pauvre aussi. Quelques indicateurs de cette pauvreté devraient nous hanter : le nombre d'Africains vivant dans l'extrême pauvreté a crû depuis 1990 du fait de l'augmentation de sa population, leur nombre atteignait 330 millions en 2012. Il reste 30 millions d'enfants non-scolarisés en Afrique subsaharienne (ASS) et beaucoup plus de mal scolarisés. La prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans a baissé de six points, pour s'établir à 39 %. Même en progrès, ce dernier taux demeure désastreux. Ajoutons que beaucoup de pays traversent des épisodes de famine ; 620 millions de personnes sont privées d'électricité. L'Afrique paye aussi un prix élevé pour le changement climatique. Devant une telle situation, l'indifférence est coupable. Elle est même criminelle et d'une dangereuse inconséquence, car non seulement elle ignore les exigences d'une simple humanité, mais elle ferme les yeux sur des risques et des chances pour la génération qui nous suit. Le succès de l'Afrique serait en effet une formidable chance pour l'économie européenne.

L'Afrique, continent de la jeunesse du monde, continent durablement le plus pauvre. Nous discernons là toute la dimension de nos responsabilités européennes et de celle des africains eux-mêmes. Commençons par celle de ces derniers, cela parce que rien ne sera possible sans leur propre effort et surtout parce que seuls, ils sont en mesure de marier les recettes maintenant mieux connues de développement durable à la culture profonde de leurs peuples. On ne saurait assez insister sur l'importance de ce point trop longtemps négligé.

3 - Responsabilités africaines

D'immenses questions sont posées aux dirigeants africains et l'une des premières, souvent posée avec un certain cynisme par leurs partenaires, est celle de la maîtrise de la poussée démographique. Nous sommes ici dans le domaine du « il n'y a qu'à » par excellence. Les réponses les plus sages que j'ai entendues si l'on veut éviter le double risque du « lapinisme » et de la prolifération de l'avortement, c'est évidemment l'accès ouvert aux méthodes contraceptives les plus sûres mais avant tout la scolarisation égale des filles et des garçons (secondaire et université compris), et l'éducation des garçons à la responsabilité sexuelle pour laquelle Madame Graça Machel mène campagne, trop seule. Scolarisation des filles, cela veut dire aussi généralisation des toilettes garantissant leur intimité dès les classes primaires sinon dès 8 à 10 ans, les filles abandonnent l'école.

À partir de là, quels peuvent être les éléments d'une politique d'ensemble qui placerait l'Afrique solidement sur un sentier de développement durable ? Une nouvelle génération de dirigeants africains a une vision beaucoup plus claire que leurs prédécesseurs des politiques qu'il convient de mener ; ils savent quels sont les impératifs de développement et ils sont de plus en plus nombreux à s'inspirer des méthodes qui ont si bien réussi aux pays émergents d'Asie ;

- promouvoir l'inclusion sociale et combattre l'inégalité ;
- s'attacher au renforcement du capital humain, à l'élimination des conflits, à la modernisation de la gestion des États ;
- transformer leur agriculture et accroître la compétitivité globale de leur économie ;
- appliquer à des investissements productifs - notamment aux infrastructures urbaines - des ressources souvent objets de pillage par certains partenaires internationaux ;
- promouvoir l'intégration régionale et d'ouvrir leur économie au monde.

Il est très frappant de constater que cet ensemble de politiques s'efforce de traduire, à l'échelle de l'Afrique, les objectifs de développement durable (ODD) adoptés en septembre 2015 par la quasi-unanimité des pays du monde lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Un événement dont, à mon avis, nous ne mesurons pas suffisamment l'importance car ces objectifs sont des éléments d'une première définition du bien commun universel que la communauté mondiale devrait s'attacher à poursuivre en réorganisant pour cela toute sa gouvernance.

4 - Responsabilités européennes

Il est clair que cet ensemble de politiques ne pourra porter tous ses fruits que dans un étroit partenariat avec les pays avancés. Revenons-en donc aux responsabilités du reste du monde et aux responsabilités, en particulier, de l'Europe.

Au moment où une réflexion en profondeur sur les missions de l'Europe est réclamée partout, il importe que nous gardions en mémoire que, dès son discours historique du 9 mai 1950, parmi les ambitions fondatrices de Robert Schuman pour l'Europe figurait « le développement du continent africain ». Aujourd'hui autant si ce n'est plus qu'hier, l'avenir des deux continents se joue dans leur partenariat. Il est urgent de le raviver. Nos sociétés européennes peuvent y trouver l'espace de solidarité et de redécouverte de sens auquel leur jeunesse aspire.

« Ceci est vrai *a fortiori* pour la France, compte tenu de son héritage historique. Péguy aurait parlé d'une relation charnelle pour dire notre lien avec l'Afrique. La France et l'Afrique se sont épousées et continuent de s'aimer. Nous y avons, nous Français, commis des crimes et multiplié les erreurs et manquements ; mais nous avons aussi cherché à y apporter – parfois avec maladresse – le meilleur de nous-mêmes. L'Afrique a versé son sang pour la France et, à cet égard, notre dette est immense ; cette dette est éternelle, tellement le sacrifice de tant d'Africains a contribué, au cours des deux grands conflits du siècle dernier, à préserver ce que nous sommes. L'Afrique, donc, ne peut pas être pour la France un dossier de politique étrangère comme les autres. Elle nous est une affaire intérieure ; tragique, car c'est du tréfonds de la misère humaine que nous parvient son cri. » *

5 - Quel nouveau partenariat ?

Un nouveau partenariat, parfaitement respectueux des choix de la culture de nos partenaires devrait donc s'établir. Il devrait concerner tous les domaines dans lesquels nous sommes en mesure d'apporter un soutien aux efforts de l'Afrique pour répondre à ses besoins sociaux et humanitaires, pour améliorer sa gouvernance et ses gestions macroéconomiques et structurelles.

Or, ce partenariat proclamé par le G7 et les pays africains au début de ce XXI^e siècle s'est affaibli, en particulier avec la crise de 2007-2008. C'est le cas de l'aide publique au développement dont les africains eux-mêmes doutent de plus en plus, son volume devenant sensiblement inférieur à celui des transferts d'épargne des travailleurs migrants.

Est-ce à dire pourtant que l'âge de l'aide publique au développement qui apparaissait primordiale il y a encore quelques années est désormais révolu ? Nullement. Il y a encore certaines tâches pour lesquelles l'aide extérieure publique sous forme de dons est irremplaçable. Ce sont précisément celles dont dépend la préparation de l'avenir, mais qui, compte tenu de leur nature ou de leurs risques, ne peuvent trouver leur

* *Lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle*, de Michel Camdessus (février 2007)

financement que dans le don. L'éducation primaire et secondaire, en particulier celle des filles dans les zones rurales reculées, en est un champ d'application manifeste. La formation des jeunes femmes de demain, la maîtrise de leur fécondité, leur rôle même de créatrices de mini-entreprises grâce au développement de la microfinance, en dépendent. Au Kenya, en Zambie, au Burkina Faso, au Togo, nous avons maintes fois entendu, mon épouse et moi, des femmes nous dire : « Ces microcrédits m'ont permis de créer ma toute petite entreprise et, grâce à eux, je peux mieux nourrir mes enfants et les envoyer à l'école. » Comme les ressources des États pour remplir ces tâches se révèlent en général insuffisantes, si ce soutien extérieur n'est pas mis en place, les jeunes femmes de demain n'échapperont pas à leur condition actuelle, et leur pays non plus, car on ne peut attendre des marchés qu'ils assurent de tels financements.

Tel est le cas aussi pour tous les domaines relevant de la santé (prévention de grandes endémies, centres de santé ruraux, etc.) ou de la reprise des tâches de développement dans les régions connaissant ou ayant récemment connu des conflits. Dans tous ces domaines, l'aide publique et celle de toutes les organisations caritatives que vous soutenez de vos dons sont absolument essentielles. Or vous le savez, notre aide publique au développement vient de traverser quelques années de chute libre.

Parmi les nombreux engagements pris par la France depuis fort longtemps – et jamais tenus, bien que maintes fois réitérés – figure celui de consacrer 0,7 % de notre PIB à l'aide publique au développement ; nous n'en sommes aujourd'hui qu'à mi-chemin : autour de 0,35 % et le Président de la République vient d'annoncer que, par un effort particulier, il sera porté à 0,55 % (encore loin du compte en 2022). Si nous demandons que cet engagement soit tenu, comme le gouvernement britannique est parvenu récemment à le faire, on nous opposera la dureté des temps, la nécessité incontournable de redresser nos finances publiques. Cet argument ne tient guère. Nous ne sommes pas plus pauvres aujourd'hui que lorsque nous avons souscrit cet engagement dans les années 1970 !

Ajoutons ceci : dans la perspective d'une communauté mondiale qui s'unifie, rien n'est plus important que de tenir la parole donnée : il y va de la confiance entre ses membres. C'est sur celle-ci que se construit toute communauté humaine véritable. Trop longtemps, nous avons pris nos engagements à la légère. Si nous permettons au cynisme de prévaloir dans ce domaine, nous devons abandonner le rêve de progresser vers une société mondiale viable. Supposons en revanche que, dans un véritable esprit de partenariat, nous nous attachions à tenir parole et que les bénéficiaires de cette aide respectent leurs engagements : une sorte de cercle vertueux pourra alors s'ensuivre vers une croissance durable. On peut imaginer les nombreuses synergies qui se développeront entre les dépenses sociales et la croissance, entre l'éducation et la démocratie participative, entre l'éducation des filles et la capacité des femmes à contrôler les naissances et leur propre vie...

De telles synergies augmenteront nos chances de parvenir à éliminer avant 2030 la grande pauvreté, notre objectif premier et notre étape essentielle vers 2050.

Mentionnons un autre mode d'intervention efficace pour soutenir l'Afrique dans sa marche vers les ODD, hors de toute dépense budgétaire de notre part. Il s'agirait d'user de tous les moyens de droit disponibles et de tous nos leviers d'influence internationale pour prendre notre pleine part au combat des pays africains contre le pillage de leurs ressources extractives¹ qu'ils subissent et les sorties illicites de capitaux, dont les montants dépassent celui de l'APD. Ce scandale a entraîné des pertes de ressources pour l'Afrique subsaharienne qui se sont élevées, en 2016, à 69 milliards de dollars, soit plus que les ressources qu'elles devraient dégager pour le financement à la fois de son secteur énergétique (55 milliards) et des montants requis pour les dépenses d'adaptation au changement climatique (11 milliards). En réduisant au maximum l'évasion fiscale à travers les centres off-shore et en pourchassant les transactions illicites (telles les surfacturations au sein des groupes industriels ou la sous-évaluation des actifs dans le cadre des contrats de concession), nous apporterions un soutien décisif à la réalisation de ces deux objectifs majeurs que l'on dit trop vite hors d'atteinte.

Retenons cependant que, même si ce pillage était éliminé et l'Aide Publique au Développement (APD) de tous les pays avancés était portée à 0,70 %, même si les envois d'épargne – eux-aussi plus importants que l'aide publique – continuaient d'augmenter, l'Afrique serait loin de disposer des moyens financiers d'investissements à long terme nécessaires pour faire face à ses énormes besoins d'équipement. Un des grands chantiers en matière financière consistera donc désormais à essayer d'amener les gestionnaires des immenses fonds mondiaux de gestion d'actifs privés à investir à long terme sur des projets d'équipement bien choisis, des ressources qui demeurent aujourd'hui investies en placement à court terme, peu productifs. Il faudra pour cela remplir deux conditions essentielles.

L'une, qui dépend largement des gouvernements africains : établir un terrain favorable à ces investissements en garantissant au maximum et durablement la sécurité des personnes, des biens et des transactions. L'autre, qui dépend de la communauté internationale : modifier les types d'intervention des institutions financières internationales pour qu'elles utilisent bien davantage leur puissance financière en garanties suffisantes de ces investissements privés, pour qu'ils concourent au développement de l'Afrique. Ce type d'intervention pourrait être décisif. Bon nombre d'entre nous qui ont confié une partie de leur épargne à des banquiers pourraient demander à ces derniers d'en affecter tout ou partie à des investissements socialement responsables particulièrement ciblés par les investisseurs en Afrique, plutôt que de nous contenter des vieux contrats d'assurance-vie.

¹ On peut y ajouter celles de la pêche illégale et de l'exploitation forestière irrégulière.

Un mot encore sur ce problème que l'on ne manque jamais de soulever lorsque l'on évoque le développement de l'Afrique : la corruption. Nous venons de voir les corrupteurs à l'œuvre. La corruption existe ; elle est importante et elle doit être combattue par une action encore plus radicale en direction des centres offshore et de tous les autres dispositifs, y compris comptables des pays industriels, qui la facilitent. Mais prenons garde, la peur de la corruption ne doit pas nous désarmer dans le combat pour le développement et sur l'énorme chantier du renforcement de la « gouvernance » dans ces pays. L'assistance technique – à condition qu'elle ne se substitue pas aux responsables locaux – a encore un rôle à jouer pour hâter la généralisation d'un véritable état de droit, condition première, avec la paix, du développement.

Ces diverses formes de soutien au développement de l'Afrique sont de la plus haute importance. Elles devront s'accompagner d'un changement dans nos attitudes et nos politiques. Je veux parler de l'immense respect que devraient nous inspirer les efforts de certains gouvernements africains pour situer leurs choix majeurs de politique économique, non pas tellement dans la perspective d'alignement sur nos modèles de consommation, mais au contraire dans celle d'une redécouverte de leurs valeurs culturelles traditionnelles en meilleure cohérence avec le monde de 2050 que nos modèles de « société de consommation » à bout de souffle. L'Afrique, dont Jean-Paul II et Benoît XVI nous ont répété qu'elle était le réservoir spirituel de l'humanité du XXI^e siècle, a le potentiel de concevoir la vie, autrement que sous le mode du quantitatif et de l'avidité, sur le mode de l'être plus que sur celui de l'avoir. L'Afrique apportera ainsi une contribution précieuse à la civilisation humaine dans l'avenir. Nous devons lui reconnaître ce droit et sa place dans la nouvelle gouvernance que le monde doit se donner. Il est scandaleux, par exemple, que seule l'Afrique du Sud siège au G20.

Il nous reste une immense question à aborder, celle des migrations.

6 - Les migrations : défi au partenariat Europe

Le drame des migrants s'impose à notre réflexion. D'abord parce qu'il faut rétablir la vérité face à des discours démagogiques, xénophobes et mensongers. Parce que, aussi, les migrations continueront d'être un des traits des décennies à venir. Nous n'avons donc d'autre alternative viable que de substituer une ouverture maîtrisée, mais humaine et partenariale, aux politiques insatisfaisantes et parfois étriquées, sinon honteuses, d'aujourd'hui. Ceci ne serait d'ailleurs qu'une réponse indispensable, certes, mais de court terme aux problèmes d'aujourd'hui. En réalité, il n'y a de bonne réponse que dans l'articulation de cette réponse de court terme à une contribution beaucoup plus vigoureuse aux besoins de développement et de création d'emplois sur place en Afrique. Disons un mot de cette réponse en deux volets.

Pour le court terme, le Saint Père nous a donné les quatre termes de notre feuille de route : accueillir, protéger, promouvoir, intégrer. Chacun mérite d'être médité et chacun nous interroge sur nos comportements et sur le regard que nous portons sur les migrants. Cela dit, ces quatre mots (qui sont autant d'appel à une conversion) ne doivent pas nous faire perdre de vue que la solution à long terme est dans des politiques beaucoup plus efficaces et généreuses de développement de l'Afrique. C'est en Afrique qu'il faut régler le problème de l'emploi ! Immigration humanisée et développement : l'une ne peut pas aller sans l'autre et il y faudra beaucoup plus que... 0,55 % du PIB pour l'APD² pour des investissements productifs et les créations d'emplois, même là où, hélas, il faut mener la guerre contre toutes les formes de violence (Boko Haram, Al-Qaïda et autres).

Voilà ! Nous engager sur tous ces fronts du développement et en particulier sur ce double chantier de l'accueil des migrants et du développement de leur pays, voilà ce qui nous est demandé, dans toute la mesure de nos moyens. Mais reconnaissons-le, tout cela, cette ambition pour nous tous peut nous sembler irréalisable. Même si nous voulons bien faire un pas de plus, de toute façon cela ne sera-t-il pas très insuffisant pour que ce formidable défi soit relevé ? et s'il ne l'est pas, à quelle catastrophe risquons-nous d'aller ?

Chers amis, n'ayons pas peur ! C'est au moment où tout semble le plus difficile qu'il faut garder courage et espérance. C'est au moment où l'avenir nous apparaît comme une terrible impasse qu'il nous faut demander à Celui qui a ouvert les yeux de l'aveugle-né de nous ouvrir les yeux sur toute cette myriade d'engagements modestes, sur toutes ces initiatives d'associations engagées dans le codéveloppement – et j'en salue ici quelques-unes – toutes changeront le monde sans être toujours prises en compte dans les comptabilités publiques. Ouvrons les yeux aussi sur tout ce que les migrants apportent aux pays qui les accueillent y compris un stimulant avéré à leurs économies. Chers Amis, vous disant cela, j'évoque ce qu'il nous reste à faire, au-delà de ces « pas de plus » auxquels nous songeons peut-être déjà. J'évoque ce qui reste toujours premier : la prière.

Supplier l'Esprit de nous guérir de l'afro-pessimisme qui est une injustice et donc un péché. Qu'Il élargisse notre intelligence du monde et qu'Il change les cœurs, les nôtres et ceux de ceux qui gouvernent l'Afrique ou dirigent le monde. Prions en faisant nôtre la prière de tous ces hommes, de toutes ces femmes, de tous ces enfants en route vers des terres étrangères. Ce partage de la prière fait sans doute, aussi, partie de notre carême ; il nous conduira à partager la joie de la résurrection.

Michel Camdessus

² Objectif actuel de la France pour 2022.